

Vente de son parc de logements par Icade : Nous exigeons d'urgence une commission d'enquête parlementaire

Crise du logement social, montée constante de l'endettement des ménages, expulsions locatives... Tout le secteur du logement social est en crise. Et pendant ce temps, Icade, filiale de la CDC spéculé sur le dos des Franciliens !

Icade, filiale de la caisse des dépôts gère actuellement plus de 32000 logements en Île-de-France. Ces logements sont l'héritage de l'ancienne SCIC, qui avait été créée en 1954 pour construire de grands ensembles à vocation sociale. La SCIC a entamé progressivement à partir de 1977, le déconventionnement et la sortie du parc social de nombre de ses logements, a connu de nombreuses réorganisations et est devenue en 2003 Icade.

Pendant toutes ces années, les logements n'ont pas été entretenus et sont fortement dégradés dans de nombreux endroits. Retards d'investissements, défauts d'entretien et mauvaise qualité des chantiers entrepris sont constatés partout, ainsi que des hausses de loyers inadmissibles.

Icade a été introduite en bourse en 2006 et depuis n'a cessé d'avoir comme stratégie de vendre des logements. Elle vient d'annoncer en juillet qu'elle rentrait en négociations exclusives avec un consortium formé par la SNI (filiale de la Caisse des Dépôts), les grands offices départementaux et bailleurs sociaux d'Île-de-France afin de vendre un peu plus de 26000 logements pour un montant de 2 milliards d'euros. Pour Bagneux, Châtillon, Fontenay, Malakoff, 5500 logements sont concernés.

Cette cession pose de très nombreuses questions tant sur le plan éthique que sur le plan financier : Icade réalise une importante plus-value sur les immeubles cédés et fait financer ces logements une seconde fois par des fonds publics. Quelle est la réelle destination de la plus-value de plus d'un milliards d'euros ?

De plus, les locataires sont à titre légitime très inquiets :

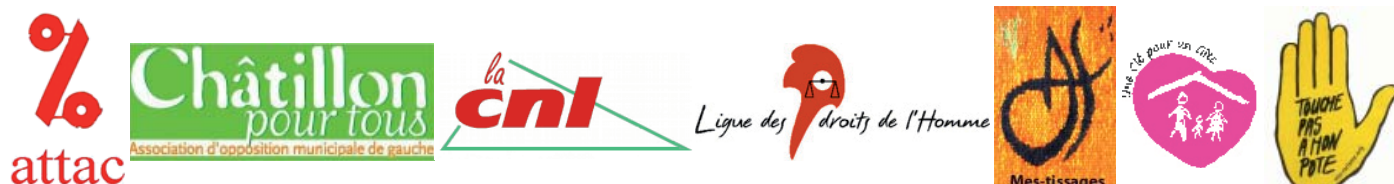
- le protocole d'accord, qui protégeait les locataires de plus de 70 ans et les familles modestes, ne serait pas prolongé lors de cette cession.
- en passant dans le secteur social, les locataires concernés seront soumis au supplément de loyer de solidarité et aucune disposition ne serait négociée pour éviter l'application du décret.
- pour tenir compte des nécessaires travaux à entreprendre partout sur le parc, les nouveaux propriétaires pourraient être amenés à augmenter les loyers, alors que pendant des années Icade n'a rien fait et a pourtant largement augmenté les loyers lors des réévaluations des baux.

Un groupe de députés, emmené par Marie-Hélène Amiable, Jean-Pierre Brard, François Pupponi, Laurent Cathala et une trentaine de leurs collègues communistes, républicains, du parti de gauche ainsi que socialistes, radicaux, citoyens et divers gauche, vient de demander une commission d'enquête parlementaire sur ce scandale.

Nous appuyons très fortement cette demande de commission d'enquête et nous demandons également l'utilisation des plus-values reçues par la caisse des dépôts pour réaliser les travaux non effectués par Icade, afin que les loyers puissent ne pas être augmentés.

Contacts presse : Marie-Claude Treilhou (06 82 58 59 69) - Martine Gouriet (06 85 12 47 82)

Appel lancé par le Collectif un Toit un Droit et signé par : Association pour le droit au logement social à Châtillon, Attac Montrouge, Châtillon Pour Tous, CNL (Confédération nationale du logement) 92, Ligue des droits de l'Homme de l'Homme (Fédération des Hauts-de-Seine, sections d'Asnières-Colombes, Bagneux-Malakoff-Montrouge, Meudon-Sèvres-Clamart), Mes-Tissages, SOS Racisme 92, Une Clé pour un Gîte.



Avec le soutien de : Cap21, Montrouge démocrate, Parti communiste (sections de Bagneux, Châtillon, Malakoff), Parti de gauche (section de Châtillon), Parti socialiste (sections de Châtillon, Malakoff, Montrouge), UDES 92.

